

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS207/10  
19 décembre 2002

(02-7000)

Original: espagnol

## CHILI – SYSTÈME DE FOURCHETTES DE PRIX ET MESURES DE SAUVEGARDE APPLIQUÉS À CERTAINS PRODUITS AGRICOLES

### Prolongation du délai au titre de l'article 21:3 c) du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends

La communication ci-après, datée du 16 décembre 2002, adressée par la Mission permanente de l'Argentine et la Mission permanente du Chili au Président de l'Organe de règlement des différends, est distribuée à la demande de ces délégations.

---

Nous nous référons à la communication du Chili (WT/DS207/9), datée du 6 décembre 2002, dans laquelle celui-ci demandait un arbitrage contraignant au titre de l'article 21:3 c) du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (Mémorandum d'accord), en vue de déterminer le délai raisonnable imparti au Chili pour la mise en œuvre des recommandations et décisions de l'Organe de règlement des différends ("ORD") dans l'affaire "Chili – Système de fourchettes de prix et mesures de sauvegarde appliqués à certains produits agricoles" (WT/DS207/R et WT/DS207/AB/R).

Les parties au différend, à savoir l'Argentine et le Chili, tiennent actuellement des consultations en vue de la désignation d'un arbitre, conformément aux notes de bas de page 12 et 13 relatives à l'article 21:3 c) du Mémorandum d'accord.

En ce qui concerne le délai pour l'arbitrage, l'article 21:3 c) du Mémorandum d'accord prévoit que le délai raisonnable pour la mise en œuvre sera déterminé par arbitrage contraignant dans les 90 jours suivant la date d'adoption des recommandations et décisions de l'ORD. À cet égard, les parties au différend sont convenues de prolonger le délai pour l'arbitrage contraignant, qui sera mené à bien 90 jours au plus tard après la date de la désignation de l'arbitre. Elles sont convenues que la décision arbitrale, rendue dans le délai convenu, sera réputée être la décision arbitrale aux fins de l'article 21:3 c) du Mémorandum d'accord en ce qui concerne la détermination du délai raisonnable imparti au Chili pour la mise en œuvre des recommandations et décisions de l'ORD.

---